

JOURNALISTES CIBLÉS, DÉMOCRATIE EN DANGER

ÉDITORIAL III

Rarement un assassinat de journaliste aura eu autant de retentissement que celui de l'éditorialiste saoudien Jamal Khashoggi, collaborateur du *Washington Post*, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie saoudite, à Istanbul. Même si le commanditaire présumé, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman (« MBS »), n'a rien à craindre de la justice de son pays, et que les dégâts diplomatiques semblent jusqu'à présent limités, notamment grâce au soutien du président américain Donald Trump, l'affaire a marqué les opinions publiques à travers le monde et « MBS », qui s'efforçait de projeter une image de modernité, aura du mal à retrouver sa crédibilité sur ce plan.

L'assassinat de Khashoggi illustre un phénomène que dénonce le *Bilan 2018* de Reporters sans frontières (RSF), publié mardi 18 décembre. Sur les 80 journalistes tués depuis le début de l'année, 49 ont été « assassinés et sciemment visés », alors que 31 ont été « tués dans l'exercice de leurs fonctions », c'est-à-dire au hasard d'un combat ou d'un bombardement.

A part Khashoggi, les cas les plus médiatisés furent ceux des journalistes palestiniens Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein, délibérément pris pour cibles par l'armée israélienne à la lisière de la bande de Gaza, et celui du journaliste d'investigation slovaque Jan Kuciak, dont l'assassinat aurait été commandité, selon les enquêteurs, par une proche d'un homme d'affaires lié à des mafias. C'est la deuxième année consécutive que l'Europe, continent le plus sûr pour les journalistes, est le théâtre de l'assassinat d'un journaliste-enquêteur, après celui de Daphne Caruana Galizia

à Malte, en 2017.

« La haine contre les journalistes proférée, voire revendiquée, par des dirigeants politiques, religieux ou des "businessmen" sans scrupule a des conséquences dramatiques sur le terrain et se traduit par une hausse inquiétante des violations à l'égard des journalistes », note RSF. Non seulement le nombre d'assassinats dépasse celui des victimes de « dommages collatéraux », pour reprendre une affreuse expression utilisée par les militaires, mais la moitié des journalistes tués en 2018 l'ont été dans des pays « en paix », tels l'Inde, le Mexique – certes en situation de paix très relative – ou les Etats-Unis.

Dans le cas américain, même s'il est impossible d'établir un lien direct de cause à effet, c'est pendant le mandat d'un président qui présente les journalistes comme des « ennemis du peuple », reprenant une expression de Staline, qu'a eu lieu la pire tuerie de journalistes dans son histoire (cinq morts après l'attaque de la rédaction du *Capital Gazette*, à Annapolis, en juin).

En France, la situation est évidemment sans comparaison. Mais les responsables de La France insoumise, du Rassemblement national ou certains « gilets jaunes », qui ont agressé verbalement et parfois physiquement des journalistes, seraient bien inspirés de lire le rapport de RSF. Comme le souligne le document, « ces sentiments haineux » à l'égard des médias « légitiment ces violences et affaiblissent, un peu plus chaque jour, le journalisme et la démocratie ». Car c'est bien de cela qu'il s'agit : si les journalistes ne sont pas – loin de là – exempts de défauts et doivent pouvoir être critiqués, lorsque la haine du journaliste l'emporte, c'est un pilier essentiel du débat démocratique qui vacille. ■